

Appel à faire grève le 17 septembre, rdv 14h Porte de Paris

Cette rentrée sociale 2020 s'inscrit dans la continuité des mouvements contre la réforme des retraites et la réforme de l'assurance chômage, les mobilisations contre les violences policières... autant de luttes qui montrent notre détermination à mettre fin à ce système capitaliste, patriarcal et répressif.

A cela s'ajoute la crise sanitaire qui a mis en lumière les inégalités et le mépris de classe de la part du gouvernement et du patronat. Les premières de corvée ont été touchées de plein fouet par cette précarité accrue. Le gouvernement a répondu par des promesses de primes et des médailles... Les secteurs en première ligne pendant l'épidémie comme la santé, les services à la personne, les caissières sont une nouvelle fois méprisés avec des primes qui n'arrivent pas ou qui sont très maigres par rapport aux risques encourus et surtout sans améliorations de leurs conditions de travail.

Le gouvernement veut à tout prix relancer l'activité économique au mépris des conditions sanitaires et en cédant une nouvelle fois aux volontés du patronat. Licenciements, chômage techniques, plans sociaux, augmentation du temps de travail, ... Le chantage à l'emploi est une nouvelle fois à l'ordre. Pendant ce temps, les entreprises capitalistes engrangent des profits, et vont profiter du plan de relance de 100 milliard d'euros par des réductions d'impôts sur la production.

Il n'y a pas de trêve sociale avec la crise sanitaire et de nouvelles attaques s'annoncent contre nos droits.

Nous en avons assez des miettes laissées par les fin de repas du gouvernement !

Face à ce mépris, NOUS REPRENONS LA RUE !

Dans ce contexte social et sanitaire où nous ne pouvons compter que sur notre propre détermination pour défendre nos intérêts de classe immédiats, NOUS VOULONS :

- Une baisse du temps de travail
- Des embauches massives dans les secteurs de la santé, du médico-social, de l'éducation, des transports
- Que les salarié·es expriment leur droit de veto contre le licenciement
- La continuité des salaires et indemnisation de l'ensemble des chômeurs·euses sans condition
- Une augmentation des salaires et des minimas sociaux
- La régularisation de tous les sans-papiers
- Le développement des services publics sous contrôle des travailleurs·euses
- La réquisition des bâtiments et logements inutilisés
- L'interdiction des expulsions locatives



20 rue Blaise Pascal 86000 POITIERS
E-Mail : poitoucharentes@cnt-so.org